

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



SMURFIT KAPPA FRANCE

23, rue de l'Industrie
BP 803
27950 ST MARCEL

Références :
Code AIOT : 0005801774

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2022 dans l'établissement SMURFIT KAPPA FRANCE implanté 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 ST MARCEL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des actions thématiques dites "coup de poing" sur la thématique des rejets en eau.

Il s'agit de contrôles inopinés en présence d'un laboratoire agréé sous convention avec la DREAL. L'objectif de cette visite est d'évaluer la qualité de la chaîne de mesure de l'exploitant.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMURFIT KAPPA FRANCE
- 23, rue de l'Industrie BP 803 27950 ST MARCEL
- Code AIOT : 0005801774
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- {Non Renseigné}

La société Smurfit Kappa a une activité de fabrication de carton ondulé et d'impression.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risques chroniques - contrôles inopinés eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle inopiné	Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 4.3.9	/	Sans objet
4	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
2	Contrôle inopiné	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V	/	Sans objet
5	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I	/	Sans objet
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	/	Sans objet
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II	/	Sans objet
8	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

les résultats du contrôle inopiné valident les résultats de l'autosurveillance fournis par l'exploitant (chaîne de mesure est de qualité satisfaisante).

Cependant, concernant le dépassement récurrent des VLE, l'inspection demande à l'exploitant les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Pose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le site dispose d'un emplacement pour le prélèvement des effluents pour le prestataire en charge du contrôle inopiné. le matériel en place permet une installation adaptée de l'équipement du laboratoire. Le jour du contrôle, le prélèvement des eaux usées a été effectué même endroit où est réalisé l'autosurveillance de l'exploitant sur l'eau. L'exploitant dispose d'un débitmètre à ultrason sur son site au niveau du canal venturi. Le jour du contrôle, le débit au point de prélèvement présentait des fluctuations dans le temps au niveau de la hauteur d'eau dans le canal de mesure (rejet par bâchée). Le jour de ce contrôle, le volume prélevé pour constituer les échantillons était suffisant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-V
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépose matériel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.
Constats : Le matériel installé et utilisé par le laboratoire inopiné est resté intact et n'a pas été déplacé. le volume prélevé est suffisant pour permettre les analyses par le laboratoire en charge du contrôle inopiné et le laboratoire de l'exploitant. Le débit prévisionnel du rejet annoncé par l'exploitant est cohérent avec celui mesuré par le Labo en charge du contrôle inopiné (incertitude de mesure : 10%) : -résultat de l'autosurveillance: 24.5 m3/j -résultat du contrôle inopiné: 27 m3/j
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle inopiné

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2011, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet de ces eaux dans le réseau public d'assainissement, les valeurs limites définies
Constats : L'exploitant procède à la surveillance de l'eau conformément à son arrêté préfectoral du 26/01/2011. La fréquence de l'autosurveillance est mensuelle. Les résultats des contrôles de l'autosurveillance des rejets des eaux usées pour ces 6 derniers mois montrent des dépassements ponctuels (Restitution mensuelle de janvier 2022 à juin 2022 - source GIDAF). Ainsi, pour les périodes de non-conformité constatées , l'exploitant n' a commenté de façon satisfaisante les résultats obtenus en précisant le motif de la non-conformité et les actions correctives envisagées ou réalisées.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions nationales 2022, Dépassements et actions correctives
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le laboratoire KALITEO mandaté par la DREAL et le laboratoire SGS sont accrédités COFRAC pour effectuer les prélèvements et les essais physico-chimiques sur site. Le laboratoire EUROFINS est chargé de réaliser les contrôles pour l'autosurveillance (physico-chimie et Hydrocarbures totaux)et la surveillance pérenne (métaux : Zn et Cu). Les résultats du contrôle inopiné du 22 et 23 juin 2022 du laboratoire KALITEO ont été transmis à l'inspection via GIDAF le 1er août 2022. Les résultats du contrôle inopiné pour le laboratoire KALITEO montrent un dépassement de la concentration pour le paramètre DCO, DBO5 et azote global: - La concentration de DCO mesurée est de 5780 mg/l au lieu de 2000 mg/l, soit un dépassement de 189 % de la valeur limite d'émission. - La concentration de DBO5 mesurée est de 1 900 mg/l au lieu de 800 mg/l, soit un dépassement de 138 % de la valeur limite d'émission. - La concentration de l'azote global par calcul est de 315 mg/l au lieu de 150 mg/l, soit un dépassement de 110 % de la valeur limite d'émission. Les résultats de l'autosurveillance du 22 et 23 juin 2022 du laboratoire EUROFINS ont été transmis à l'inspection via GIDAF le 1er août 2022 : La concentration de DCO mesurée est de 5400 mg/l au lieu de 2000 mg/l, soit un dépassement de 170 % de la valeur limite d'émission. La concentration de DBO5 mesurée est de 2100 mg/l au lieu de 800 mg/l, soit un dépassement de 163 % de la valeur limite d'émission. La concentration de l'azote global par calcul est de 283 mg/l au lieu de 150 mg/l, soit un dépassement de 89 % de la valeur limite d'émission.
Observations : Les résultats ne sont pas accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. L'inspection demande à l'exploitant les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Fréquence de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : La campagne de surveillance est menée en référence à l'arrêté préfectoral N°D1/B1/1/052 du 26 janvier 2011. La fréquence mensuelle de mesures attendues est respectée et les résultats de cette surveillance sont transmis via GIDAF .
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Transmission GIDAF
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Bien qu'il y a eu du retard, l'exploitant procède à la transmission des résultats d'autosurveillance via GIDAF. La fréquence de transmission des résultats de l'autosurveillance est mensuelle et à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le jour de l'inspection, prélèvements ont été réalisé par l'exploitant. Les analyses ne sont pas réalisées directement par l'exploitant mais un laboratoire cofrac.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant la procédures qui permet de s'assurer de la fiabilité et de la reproductibilité des pratiques de prélèvement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le laboratoire EUROFINIS LCDI SAS est accrédité COFRAC pour effectuer les prélèvements et les essais secteur biologie/ physicochimique et secteur prélèvement (numéro d'accréditation n° 1-0965 rév. 20 valide jusqu'au 31/05/2024)
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant que le contrôle de recalage n'est donc pas nécessaire si l'autosurveillance a été réalisée par un laboratoire agréé ou accrédité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet